

Dépêche AEF : Écoles : quel élargissement de l'accueil des élèves alors que le protocole ne sera pas allégé à court terme ?

#coronavirusÉcoles : quel élargissement de l'accueil des élèves alors que le protocole ne sera pas allégé à court terme ?

Le 26 mai 2020 sur LCI, Jean-Michel Blanquer affirme qu'il "n'y aura pas d'allègement du protocole à court terme, pas au mois de juin". Comment dès lors élargir les capacités d'accueil des écoles, ce qu'anticipent maires et enseignants ? Pour Francette Popineau, du Snuipp-FSU, "on ne voit pas bien, avec le protocole sanitaire tel qu'il est, comment monter en puissance". Selon Agnès Le Brun, de l'AME, le nombre d'enseignants présents serait trop faible pour le permettre. Et si le ministre parie sur les "2S2C", il manque des ressources humaines pour le dispositif, assure la maire.



Le protocole sanitaire des écoles ne sera pas allégé à court terme, selon le MEN. Libre de droits

"Je compte sur le mois de juin pour qu'il soit un mois plein et entier de re-scolarisation", a déclaré Jean-Michel Blanquer le 26 mai 2020 sur LCI. Le ministre avait déjà indiqué le 6 mai qu'il souhaitait que tous les élèves aient repris contact avec l'école en mai et juin ([lire sur AEF info](#)).

Au 20 mai, selon le ministère, seuls 20 % des élèves de primaire - souvent sur un temps limité - avaient repris le chemin de l'école depuis leur réouverture, le 11 mai ([lire sur AEF info](#)).

Quel choix des parents au 2 juin ?

À partir du 2 juin, début de la deuxième phase du déconfinement (cf. encadré bas), la communauté éducative se prépare à un élargissement de l'accueil des élèves dans les écoles. Néanmoins, si le gouvernement a voulu que cet accueil se fasse progressivement, pour l'heure, aucune consigne et aucun texte officiel ne le prévoient.

Seule la [circulaire](#) sur la poursuite des apprentissages ([lire sur AEF info](#)) indique que le choix des familles de remettre ou non leur enfant à l'école à partir du 11 mai n'est valable que jusqu'au 1er juin. Mais sans expliciter ce qu'il en sera à partir du lendemain : il n'est par exemple pas affirmé que le retour physique à l'école devient obligatoire à cette date.

"S'attendre à accueillir plus d'enfants"

Ce qui incite alors les services de l'Éducation nationale, les directeurs d'école, les professeurs et les maires à anticiper un éventuel élargissement de l'accueil des élèves est surtout la volonté accrue de parents de remettre leur enfant à l'école. Volonté ou nécessité, puisque les parents ne pourront plus bénéficier, à partir du 2 juin, du chômage partiel pour garder leur enfant si l'école de celui-ci peut l'accueillir ([lire sur AEF info](#)).

"Les inspecteurs disent aux enseignants de s'attendre à accueillir plus d'enfants car il y a forte demande des parents qui vont reprendre le travail", explique Francette Popineau, co-secrétaire générale du [Snuipp-FSU](#). Et d'ajouter : "Pour le [MEN](#), cette phase 2 vise à mettre plus d'enfants à l'école." En effet, le ministre a incité les parents, sur LCI le 26 mai, à "envoyer les enfants à l'école. Il faut le faire."

"Pas d'allègement du protocole à court terme"

En pratique, toutefois, cet élargissement paraît difficile. "On ne voit pas bien, avec le protocole sanitaire tel qu'il est, comment monter en puissance", assure Francette Popineau. Nombre limité d'élèves en classe, croisements d'élèves proscrits, nettoyage et désinfection réguliers : autant de consignes sanitaires qui rendent l'élargissement compliqué à envisager. D'autant que Jean-Michel Blanquer a affirmé sur LCI qu'il "n'y aura pas d'allègement du protocole à court terme, pas au mois de juin. Il n'y a pas eu d'évolution de la situation sanitaire suffisante le permettant."

Autre difficulté, selon Agnès Le Brun, porte-parole de l'Association des maires de France : "Beaucoup d'enseignants ne sont pas revenus. Des parents protestent contre le fait que leur enfant n'est pas accueilli : pour justifier, on brandit le protocole, certes, mais c'est aussi en raison du nombre d'enseignants trop faible pour cet accueil." Le ministre assure de son côté qu'"on ne manque pas d'enseignants pour élargir l'accueil. On est autour de 50, 60 % d'enseignants en présentiel, on n'a pas besoin de plus."

"2 élèves de plus par classe"

Ainsi, si augmentation du nombre d'élèves accueillis il y a, elle devrait être légère. "Parfois, ce sera possible, par exemple dans les écoles où on s'est organisé à mi-temps en présentiel et distanciel. Là, en mettant tous les enseignants en présentiel, on peut monter en puissance", explique Francette Popineau. Qui poursuit : "D'autres, aussi ont gardé une petite marge pour pouvoir accueillir, à terme, des enfants des familles populaires. Mais ça reste 2 élèves en plus par classe."

L'autre facteur qui pourrait engendrer l'élargissement est l'augmentation du nombre d'écoles ouvertes. Par exemple, en Seine-Saint-Denis, des mairies ont jusqu'à présent refusé de rouvrir leurs écoles. Jean-Michel Blanquer a critiqué ce choix : "Ce n'est pas bien. Quand on se veut social, on ne fait pas cela. Ce qu'ils sont en train de faire est profondément anti-social", mettant ainsi en avant la volonté de permettre aux enfants les plus éloignés de l'école pendant le confinement d'y revenir. Objectif qui n'est jusqu'à maintenant pas atteint ([lire sur AEF info](#)).

La solution des "2S2C" ?

Pour faire face à ces difficultés, le ministre compte notamment sur le nouveau dispositif d'accueil périscolaire : "D'autres façons de travailler peuvent permettre d'élargir l'accueil, comme les 2S2C" ([lire sur AEF info](#) [ici](#) et [là](#)), souligne-t-il.

Toutefois, actuellement, peu d'élèves en bénéficieraient. Selon Agnès Le Brun, qui indique citer les chiffres du MEN, seule une centaine de communes - correspondant ici à environ 200 écoles et 2 800 élèves - l'ont mis en place. Une enquête du Snuipp-FSU, indiquait, elle, que les 2S2C étaient en vigueur dans 18 % des communes et que, pour 62 % d'entre elles, ils correspondent à de la "garderie" ([lire sur AEF info](#)).

En outre, l'élargissement de ce dispositif semble lui aussi complexe. "Nous manquons de ressources humaines pour cela, d'animateurs municipaux, et la compensation financière (110 euros pour une séquence de 6 heures par groupe de 15 élèves) est notoirement insuffisante", regrette Agnès Le Brun. Et la porte-parole de l'AMF de proposer alors : "Je suis très favorable à ce genre de dispositif mais la première chose, c'est l'école. Ne faut-il pas plutôt unir toutes nos forces pour qu'il y ait une journée d'école complète ?"

4e/3e, collèges de zone rouge et lycées : "Je souhaite qu'ils rouvrent" (J.-M. Blanquer)

Le Premier ministre présentera le jeudi 28 mai les modalités du déconfinement à partir du 2 juin et précisera la situation des collèges pour les classes de 4e et 3e ([lire sur AEF info](#)), des collèges de zone

rouge ([lire sur AEF info](#)) et des lycées. Sur LCI, Jean-Michel Blanquer a expliqué "souhaiter fortement" que ces classes et établissements rouvrent. Il affirme également que, pour la réouverture des lycées, les "lycées professionnels sont prioritaires dans mon esprit". Le ministre a également indiqué qu'il s'exprimera vendredi sur le maintien ou non de l'oral du baccalauréat de français ([lire sur AEF info](#)).